



Déclaration liminaire

La politique de gel de la valeur du point d'indice depuis plus de 10 ans a conduit à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la fonction publique : dégradation du pouvoir d'achat, baisse de l'attractivité, départs trop nombreux, difficultés de recrutement et sentiment de déclassement.

De plus, depuis le 1er janvier dernier, le tassement des grilles de rémunération et la superposition des pieds de grille des catégories B et C accentuent le mécontentement légitime des agents qui attendent une juste reconnaissance de leurs qualifications et de leur engagement.

Les constats sont implacables : en janvier 2022, l'inflation sur un an en France a atteint 2,9% avec une forte hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires fortement pour maintenir le pouvoir d'achat, redonner des perspectives de carrière et reconnaître tous les agents.

A l'occasion des négociations avec la Direction Générale, nos organisations syndicales avaient réclamé que l'enveloppe allouée au fonds de transformation au cadre de vie soit transformée en supplément de rémunération ou en chèque cadeau. Cette demande a reçu une fin de non-recevoir même si la foire aux questions rédigée par le bureau RH n'est pas opposable.

Et force est de constater qu'à l'image de toutes les autres Directions de la DGFIP, la participation des agents de la DNEF à cette consultation n'a pas été un franc-succès. Cette faible participation des agents de la DGFIP montre combien ce fonds ne répond pas aux attentes. En effet, cette enveloppe reste totalement dérisoire face à l'ampleur des problématiques des collègues et ne

répond en rien aux problèmes d'effectifs ou encore de perte de pouvoir d'achat.

Pour Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques, l'amélioration du cadre de vie des agents au travail ne pourra être significative qu'avec :

- un plan massif de recrutement de fonctionnaires, l'arrêt des suppressions d'emplois et d'embauche des contractuels, l'arrêt des restructurations,
- l'augmentation du point d'indice (réelle et non annoncer les veilles d'élections présidentielles),
- une gestion des services à la hauteur de nos ambitions accompagnée d'une véritable formation de nos encadrants,
- une gestion des Risques Psycho-Sociaux digne des moyens mis en œuvre,
- le recrutement de médecins de prévention qui ne sont pas assez nombreux actuellement,
- l'embauche de psychologues dans chaque département
- un véritable dialogue social qui n'est que de la poudre aux yeux jusqu'à présent,
- une ambiance « normale » et bienveillante dans les services

Concernant, les sommes allouées au fonds, Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques souhaitent que soient financés en priorité des projets qui peuvent être déclinés sur l'ensemble des sites de la DNEF afin d'en faire bénéficier tous les collègues et pas seulement un nombre limité. Si malgré tout certains projets ne peuvent pas être déclinés sur tous les sites, il faudrait absolument en ajouter d'autres afin que toutes les implantations de la DNEF soient servies permettant ainsi de satisfaire le maximum d'agents.

Si malgré tout, certains projets plébiscités par les agents ne peuvent pas être déclinés dans ce fonds, au motif qu'ils ne relèvent pas de ce dernier, nos organisations syndicales demandent que la direction prenne l'engagement d'y répondre par le financement sur son budget propre et cela dans un délai raisonnable.

Le fonds de transformation de cadre de vie inaugure les premières négociations collectives locales à la DGFIP. Cette démarche novatrice va changer profondément la nature du dialogue social mais encore faudrait-il que les représentants de l'administration soient enfin prêts à accepter des véritables négociations avec des concessions. Pour permettre à cette nouvelle démarche d'atteindre son but, il est nécessaire que les ressources humaines soient notamment renforcées en effectif.